

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

**IDS**

Société anonyme au capital de 2 655 530 euros  
Siège social : 20 rue Joseph Serlin - 69001 LYON  
393 883 400 RCS LYON

---

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**  
**DU 30 JUIN 2025**

**Avis de réunion valant avis de convocation**

Les actionnaires de la société IDS (la « **Société** ») sont avisés qu'une Assemblée Générale Mixte se tiendra le lundi 30 juin 2025, à 10 Heures, au siège social situé 20 rue Joseph Serlin - 69001 LYON, afin de délibérer sur les questions suivantes inscrites à l'ordre du jour :

**De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire**

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels,
- Rapport spécial du Commissaire aux Comptes relatif au rapport sur le gouvernement d'entreprise,
- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et quitus aux administrateurs,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Examen du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce et approbation desdites conventions,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Loic FINAZ,
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Olivier FINAZ,
- Renouvellement du mandat d'administration de Monsieur Philippe MARCEL,
- Nomination de Monsieur Jérôme CAILLE, en qualité de nouvel administrateur,
- Nomination de la société ALLIANS AUDITEURS ASSOCIES en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes,

**De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire**

- Décision d'augmentation du capital social par l'émission d'actions ordinaires de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignée et délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration,
- Décision d'augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'émission d'actions au profit des salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne groupe existant ou à créer ;
- Refonte globale des statuts de la Société,

**De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire**

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

**Texte des résolutions****RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE****PREMIERE RÉOLUTION** *(Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et quitus aux Administrateurs)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise et des rapports du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports, faisant ressortir une perte nette comptable d'un montant de -392 403,71 euros .

L'Assemblée Générale prend acte, conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, qu'au cours de l'exercice écoulé aucune somme n'a été enregistrée au titre des dépenses ou charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39, 4 du Code général des impôts.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 quitus entier et sans réserve à tous les Administrateurs, de l'accomplissement de leurs mandats au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**DEUXIEME RÉOLUTION** *(Affectation du résultat de l'exercice)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2024, s'élevant à - 392 403,71 euros, de la manière suivante :

Résultat de l'exercice : - 392 403,71 euros

En totalité au compte « Report à nouveau » - 392 403,71 euros

*lequel est ainsi porté à : - 1 605 114,08 euros.*

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 1 514 308,76 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale constate qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois exercices précédents.

**TROISIEME RÉOLUTION** *(Examen du rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 et suivants du Code de commerce et statuant sur ce rapport,

**approuve** les conventions visées dans ce rapport et conclues au cours de l'exercice écoulé, et

**prend acte** des informations relatives aux conventions conclues et aux engagements pris au cours des exercices antérieurs et dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**QUATRIEME RESOLUTION** (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Loïc FINAZ*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire du Conseil d'Administration, et conformément à l'article 15 des statuts sociaux, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Loïc FINAZ, pour une durée de trois (3) années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Monsieur Loïc FINAZ a fait savoir par avance qu'il acceptait le renouvellement du mandat et les fonctions d'administrateur de la Société et qu'il continuait à satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

**CINQUIEME RESOLUTION** (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Olivier FINAZ*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire du Conseil d'Administration, et conformément à l'article 15 des statuts sociaux, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Olivier FINAZ, pour une durée de trois (3) années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Monsieur Olivier FINAZ a fait savoir par avance qu'il acceptait le renouvellement du mandat et les fonctions d'administrateur de la Société et qu'il continuait à satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

**SIXIEME RESOLUTION** (*Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Philippe MARCEL*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire Conseil d'Administration, et conformément à l'article 15 des statuts sociaux, décide de renouveler le mandat d'administrateur de Monsieur Philippe MARCEL, pour une durée de trois (3) années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Monsieur Philippe MARCEL a fait savoir par avance qu'il acceptait le renouvellement du mandat et les fonctions d'administrateur de la Société et qu'il continuait à satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements en vigueur.

**SEPTIEME RESOLUTION** (*Nomination d'un nouvel administrateur*)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration, et conformément à l'article 15 des statuts sociaux, décide de nommer :

**Monsieur Jérôme CAILLE**

Né le 15 février 1967

De nationalité française

Demeurant 16 Boulevard Sébastopol 75004 Paris

en qualité de nouvel administrateur, en adjonction aux membres du Conseil d'Administration actuellement en fonction, pour une durée de trois (3) années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027.

Monsieur Jérôme CAILLE a fait savoir par avance qu'il acceptait les fonctions d'administrateur de la Société et qu'il satisfaisait à l'intégralité des conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

**HUITIEME RÉSOLUTION** *(Nomination de la société ALLIANS AUDITEURS ASSOCIES en qualité de nouveau Commissaire aux Comptes)*

Les mandats de la société PKF Arsilon Commissariat aux Comptes, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Jean-Baptiste DESCHRYVER, Commissaire aux Comptes suppléant, arrivant à expiration lors de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale :

**décide** de ne pas renouveler les mandats de la société PKF Arsilon Commissariat aux Comptes, Commissaire aux Comptes titulaire, et de Monsieur Jean-Baptiste DESCHRYVER, Commissaire aux Comptes suppléant,

**décide** de nommer la société ALLIANS AUDITEURS ASSOCIES, société par actions simplifiée au capital social de 1000 €, dont le siège social est situé Immeuble River Side 45 Avenue Leclerc 69007 LYON 7EME, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 482 186 574, représentée par Monsieur Martin Chomette, en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire, pour un mandat de six exercices, soit jusqu'à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2030,

**prend acte** que la Société n'est plus tenue de procéder à la désignation d'un Commissaire aux Comptes suppléant, en application des dispositions de l'article L. 823-1, I, alinéa 2 du Code de commerce modifié par la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016.

**RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

**NEUVIEME RÉSOLUTION** *(Décision d'augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de personnes nommément désignées - Délégation de pouvoirs au Conseil d'Administration)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire du Conseil d'Administration et du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au titre des dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce et établi conformément aux dispositions de l'article L.225-135 du Code de commerce, et constatant que le capital social est entièrement libéré,

1. Décide, conformément aux dispositions des articles L.225-129, L.225-135 et L.225-138 du Code de commerce, de procéder, à une augmentation de capital de la Société d'un montant global maximum d'un million quatre cent mille euros (1.400.000,00€), moyennant l'émission au pair de deux millions huit cent mille (2.800.000) actions ordinaires nouvelles de la Société au prix unitaire de cinquante centimes d'euro (0,50€), correspondant à la valeur nominale des actions, à souscrire en numéraire et à libérer en espèces et/ou par compensation de créances, soit une augmentation de capital d'un montant nominal maximal de un million quatre cent mille euros (1.400.000,00€) (l' « **Augmentation de Capital** » ).

2. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires à l'occasion de l'Augmentation de Capital au profit des bénéficiaires suivants :

- **PBM PARTNERS IN BUSINESS MANAGEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 2.754.432€, dont le siège social se situe 20, rue Joseph Serlin 69001 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le n°418 367 488.
- **OF BUSINESS HOLDING**, société par actions simplifiée au capital de 1 000€, dont le siège social se situe 20, rue Joseph Serlin 69001 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le n° 900 811 134.
- **LA ROSERAIE DU BOIS**, société civile au capital de 5.897.889€, dont le siège social se situe 11, rue de Bouney 64600 Anglet, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bayonne sous le n°751 571 183.
- **YMN**, société de droit belge, immatriculée sous le n°0463275760.
- **Monsieur Nicolas Job**, né le 2 février 1955, de nationalité française, demeurant 15 rue du PAILLET 69570 Dardilly,
- **SC Petit Prince & CIE**, société civile au capital de 5.581.890€, dont le siège social se situe 1 Avenue Marechal Foch, 69160 TASSIN-LA-DEMI-LUNE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le n°907 779 896.
- **Monsieur Miguel ALFAGEME**, via sa société de droit espagnol KIRTACHI.

(ci-après désignés individuellement le « **Bénéficiaire** » et ensemble les « **Bénéficiaires** »),

3. Décide que chacun des Bénéficiaires pourra se substituer toute personne morale de droit privé qu'il contrôle ou qui le contrôle directement ou indirectement au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce, ou au sein de laquelle il exerce des fonctions de direction en qualité de mandataire social.

4. Décide que les souscriptions s'exerceront par la remise à la Société des bulletins de souscription accompagnés des versements exigibles, qui pourront être effectués en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles détenues sur la Société ;

5. Décide que les souscriptions seront reçues au siège social à compter de la présente Assemblée et pendant une période de cinq (5) jours de bourse à compter de la présente Assemblée, soit au plus tard le 7 juillet 2025 ;

5. Décide que les souscriptions seront closes par anticipation dès que toutes les actions susvisés auront été souscrites par les Bénéficiaires auxquels la présente Augmentation de Capital est réservée, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce, dans l'hypothèse où le montant total des souscriptions atteint au moins soixante-quinze pour cent (75,00%) du montant global maximal susvisé, soit un montant de un million cinquante mille euros (1.050.000,00 €), l'Augmentation de Capital pourra être valablement réalisée, même si l'intégralité des actions n'a pas été souscrite par l'ensemble des Bénéficiaires tel que mentionnés ci-avant ;

6. Décide, que le montant de l'émission susceptible d'être réalisée en vertu de l'Augmentation de Capital susvisée pourra être augmenté d'un montant qui ne pourra être supérieur à un montant égal à quinze pour cent (15,00%) du montant de ladite Augmentation de Capital en cas de demandes excédentaires ;

7. Décide que la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital résultant de la souscription et de la libération des actions ordinaires nouvelles émises correspondra à la date de délivrance du certificat du dépositaire constatant les souscriptions et les versements et établi au moment du dépôt des fonds et/ou, en cas de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, à la date de délivrance du rapport du Commissaire aux comptes valant certificat du dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de l'article L.225-146 alinéa 2 du Code de commerce ;

8. Décide de fixer comme suit les modalités d'émission des actions ordinaires nouvelles :

- les actions ordinaires nouvelles émises seront intégralement libérées à la date de leur souscription en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société,
- les actions ordinaires nouvelles émises seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions ordinaires anciennes et jouiront des mêmes droits (en ce compris tous droits aux dividendes) à compter de leur émission,
- les actions ordinaires nouvelles émises feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Access d'Euronext Paris,

9. Délègue tous pouvoirs au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi et par la présente résolution, à l'effet de réaliser la présente augmentation de capital, et notamment, sans que cela ne soit limitatif :

- proroger, le cas échéant, délai de souscription des Bénéficiaires à l'Augmentation de Capital, afin d'en garantir la bonne réalisation,
- procéder à l'arrêté des créances, conformément aux dispositions de l'article R. 225-134 du Code de commerce,
- recevoir et constater les souscriptions, la libération et l'émission des actions ordinaires nouvelles,
- augmenter, le cas échéant, le montant de l'émission susceptible d'être réalisée en vertu de l'Augmentation de Capital susvisée d'un montant qui ne pourra être supérieur à un montant égal à quinze pour cent (15,00%) du montant de ladite Augmentation de Capital en cas de demandes excédentaires,
- décide, dans ce cadre, que les titres émis devront respecter les conditions et modalités de l'Augmentation de Capital initiale notamment, en ce qui concerne la forme et les caractéristiques des titres à créer, les prix et conditions de l'émission,
- limiter, le cas échéant, le montant de l'Augmentation de Capital au montant des souscriptions reçues sous réserve que le montant total des souscriptions reçues atteigne au moins soixante-quinze pour cent (75,00%) du montant maximal de ladite Augmentation de Capital tel que prévu ci-avant, conformément aux dispositions de l'article L.225-134 du Code de commerce,
- constater corrélativement la réalisation définitive de l'augmentation de capital et procéder aux modifications des statuts,
- accomplir tous actes, formalités et déclarations, notamment en vue de la création des actions et de leur admission aux négociations sur le marché Access,
- plus généralement, faire directement ou par mandataire, tout ce qui sera utile ou nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

**DIXIEME RESOLUTION** – *(Décision d'augmentation de capital en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par voie d'émission d'actions au profit des salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise ou un plan d'épargne groupe existant ou à créer)*

1. L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

2. Décide de procéder à une augmentation du capital social en numéraire d'un montant maximum de trois pour cent (3,00%) du capital social, par la création d'actions nouvelles, à libérer intégralement en numéraire, par versement d'espèces ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société et de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions nouvelles à émettre au profit des salariés de la Société ayant la qualité d'adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou assimilés tel que FCPE (ci-après « **PEE** ») à mettre en place par la Société, et qui remplissent, en outre, les conditions éventuellement fixées par le Conseil d'administration dans les conditions prévues aux articles L. 225-138-1 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail ;

3. Délègue au Conseil d'administration avec faculté de subdélégation au Directeur Général dans les conditions légales et réglementaires, tous pouvoirs à l'effet de fixer les autres modalités de l'émission des titres et, plus précisément, pour :

- réaliser l'augmentation de capital social, en une ou plusieurs fois, sur ses seules délibérations, par émission d'actions réservées aux salariés ayant la qualité d'adhérents audit PEE en faveur desquels le droit préférentiel de souscription des actionnaires sera supprimé ;
- fixer, avec sa justification, le prix définitif d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions de l'article L. 3332-20 du Code du travail ;
- fixer, le cas échéant, dans les limites légales et réglementaires, les conditions d'ancienneté des salariés exigée pour souscrire à l'augmentation de capital, la liste précise des bénéficiaires et le nombre de titres devant être attribués à chacun d'entre eux dans la limite précitée ;
- dans la limite d'un montant maximum de trois pour cent (3,00 %) du capital social, fixer le montant de chaque émission, décider de la durée de la période de souscription, fixer la date de jouissance des actions nouvelles ;
- fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions, recueillir lesdites souscriptions ;
- fixer, dans la limite légale de trois (3) ans à compter de la souscription, le délai accordé aux souscripteurs pour la libération du montant de leur souscription, étant précisé que, conformément aux dispositions légales, les actions souscrites pourront être libérées, à la demande de la Société ou du souscripteur, soit par versements périodiques, soit par prélèvements égaux et réguliers sur le salaire du souscripteur ;
- recueillir les sommes correspondant à la libération des souscriptions, qu'elle soit effectuée par versement d'espèces ou par compensation de créances ; le cas échéant, arrêter le solde du compte courant du souscripteur par compensation ;



- déterminer si les souscriptions aux actions nouvelles devront être réalisées directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement ;
- constater la réalisation des augmentations de capital à concurrence du montant des actions qui seront effectivement souscrites en vertu de la présente délégation.

En outre, le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation au Directeur Général, dans les conditions légales et réglementaires, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées faire procéder à toutes formalités utiles à l'émission, à la négociation et à l'admission aux négociations des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la Société aux négociations sur un système multilatéral de négociation organisé, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation, ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés, constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

**ONZIEME RESOLUTION** *(Refonte globale des statuts de la Société)*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées générales extraordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport complémentaire du Conseil d'administration et pris acte de la nécessité de procéder à une modification des statuts afin de tenir compte des évolutions législatives réglementaires applicables à la Société compte tenu de (i) sa forme sociale de société anonyme et (ii) de l'admission de ses actions aux négociations sur un Système Multilatéral de Négociation,

décide la refonte intégrale des statuts de la Société,

décide, en conséquence, d'adopter, article par article puis dans leur ensemble, les statuts dans leur version modifiée.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Directeur Général avec faculté de subdélégation, à l'effet d'effectuer toutes les opérations et formalités liées ou consécutives à l'adoption de la présente résolution.

**RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE**

**DOUZIEME RÉOLUTION** *(Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités)*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

\*\*\*

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à cette Assemblée ou s'y faire représenter dans les conditions et selon les modalités rappelées ci-après :

**A) Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale**

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires (au porteur ou au nominatif) quel que soit le nombre de leurs actions.

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité. Il peut aussi se faire représenter par toute autre personne physique ou morale de son choix (article L.225-106 du Code de commerce).

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société (ou son mandataire) ou dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription, ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par les intermédiaires financiers, est constaté par une attestation de participation délivrée par ces derniers, dans les conditions prévues à l'article R. 225-85 du Code de commerce, en annexe du formulaire de vote à distance, ou de la procuration de vote établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'Assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée soit à zéro heure, heure de Paris.

**B) Mode de participation à l'Assemblée Générale****1. Participation physique**

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- pour l'actionnaire nominatif : se présenter le jour de l'Assemblée muni d'une pièce d'identité ou demander une carte d'admission au CIC – Service Assemblées Générales, 6 Avenue de Provence, 75452 Paris, Cedex 09 ou par e-mail à l'adresse ci-après : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr)
- pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.

**2. Vote par correspondance / Procuration**

Les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- pour l'actionnaire nominatif : renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : CIC – Service Assemblées Générales, 6 Avenue de Provence, 75452 Paris, Cedex 09 ou par e-mail à l'adresse ci-après : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr)

- pour l'actionnaire au porteur : demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée ou se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité et de l'attestation de participation fournie par son intermédiaire.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par CIC Service Assemblées Générales, 6 Avenue de Provence, 75452 Paris, Cedex 09 ou par e-mail à l'adresse ci-après : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr), au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Les actionnaires pourront se procurer, dans les délais légaux, les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce auprès de la Société à l'aide du formulaire « demande de document ».

Les actionnaires désirant désigner ou révoquer un mandataire pourront le faire de la façon suivante :

Pour les actionnaires au nominatif : en envoyant un courrier soit par voie postale à l'adresse suivante : CIC – Service Assemblées – 6, avenue de Provence 75009 PARIS, soit par voie électronique à l'adresse suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr), en précisant leur nom, prénom, adresse ainsi que le nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué, jusqu'au troisième jour précédant la date de l'Assemblée Générale.

Pour les actionnaires au porteur : en envoyant un e-mail à l'adresse électronique suivante : [serviceproxy@cic.fr](mailto:serviceproxy@cic.fr) en précisant leurs nom, prénom, adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué puis en demandant à leur intermédiaire habilité qui assure la gestion de leur compte titres d'envoyer une confirmation écrite à CIC Service Assemblées 6, avenue de Provence 75452 Paris Cedex 09.

Il est alors délivré au mandataire une carte d'admission.

Toute procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter à l'Assemblée Générale est signée par celui-ci. Le mandataire désigné n'a pas la faculté de se substituer à une autre personne. La notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut être effectuée selon les modalités décrites ci avant jusqu'au troisième jour précédant la date de l'Assemblée Générale.

### **C) Questions écrites et demande d'inscription de projets de résolution par les actionnaires**

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante IDS, Assemblée Générale Ordinaire Annuelle 2025, à l'attention du Président du Conseil d'Administration, 20 rue Joseph Serlin - 69001 LYON.

Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R. 225-71 du Code de commerce doivent être envoyées au siège social, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante IDS Assemblée Générale Ordinaire Annuelle 2025, à l'attention du Président du Conseil d'Administration, 20 rue Joseph Serlin - 69001 LYON, dans un délai de 25 jours (calendaires) avant la tenue de l'Assemblée

Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis de réunion conformément à l'article R. 225-73 du Code de commerce. Les demandes doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

L'examen du point ou de la résolution est subordonné à la transmission, par les auteurs de la demande, d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes comptes au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

#### **D) Droit de communication des actionnaires**

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués aux assemblées générales seront tenus, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires, au siège social de la Société.

Le présent avis vaut avis de convocation sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour par suite d'éventuelles demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par les actionnaires.

**Le Conseil d'Administration**